

*Les subsides*

Marjorie Cohen, l'un des éminents économistes avec lesquels, vraisemblablement, le ministre responsable de l'industrie n'est pas d'accord et il n'a certes pas parlé d'elle dans son discours—a effectué une étude fort détaillée à ce sujet. Dans un livre qu'elle a récemment publié, elle précise que le secteur des services est bel et bien menacé, et que les femmes qui travaillent dans ce secteur seront durement touchées.

On pourrait s'arrêter sur les investissements, alors que le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré tout à l'heure qu'il s'agissait de savoir en l'occurrence si nous désirions davantage d'investissements au Canada ou pas. Ce n'est pas là la question. Il ne s'agit pas de faciliter les investissements. En vertu de cet accord, on réduira à 500 les 7 500 entreprises qui étaient protégées auparavant par une procédure d'examen qui tendait à empêcher une entreprise américaine d'acquiescer une société donnée et de lui faire fermer ses portes, dans le but de se débarrasser d'un concurrent gênant.

Une modification de ce genre est inexcusable. Les petites entreprises, comme celles dont j'ai rencontré les représentants ce matin, à Guelph, se sentent énormément vulnérables et elles savent que dorénavant, à n'importe quel moment, elles pourront être absorbées par une autre entreprise sans que le gouvernement canadien n'intervienne. Les entreprises en question peuvent être fermées ou transformées en entrepôts ou en petites filiales, et là encore, des emplois seront ainsi perdus.

Il y a également le cas de la distribution des films. Le gouvernement prétend qu'il ne touche pas à ce secteur. Pourtant, on dit dans les documents d'information du gouvernement américain que le gouvernement canadien a également promis de trouver, au cours des deux prochaines semaines, une solution au problème de Jack Valenti concernant la distribution de films. Nous savons fort bien qu'on a pris un tel engagement qui donne du fil à retordre au ministère des Communications car il est très difficile, je dirais impossible, de faire une place aux films canadiens à l'avenir tout en se rendant aux exigences de l'industrie cinématographique américaine dans la personne de Jack Valenti.

Nous pouvons parler de l'agriculture, sur laquelle nous insisterons demain, jour réservé à l'opposition, comme l'un des secteurs que le gouvernement laisse aller à la dérive.

**M. Mayer:** Ce n'est pas vrai, et vous le savez bien.

**M. Langdon:** C'est un secteur victime de toute une série de menaces, d'offensives et d'actes de sabotage, un secteur pour tout essentiel de notre économie.

Qu'obtenons-nous en retour en tant que pays? Nous héritons d'un tigre de papier; d'un système d'appel sans espoir, inefficace et totalement inacceptable qui ne ressemble en rien à ce dont le gouvernement parlait avant que les signatures ne soient apposées sur ce risible document.

Par exemple, à un certain moment, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) déclarait à la Chambre qu'il serait tout à fait ridicule d'accepter un tribunal sans règles. Pourtant, c'est exactement ce que l'on a accepté, un tribunal qui rendra des décisions non pas sur la base de règles acceptées

par les deux parties, non pas en se fondant sur une définition commune de subvention mais en se fondant sur le droit des États-Unis.

Il est inconcevable qu'un gouvernement du Canada ait signé un accord qui lie entièrement l'avenir du pays et l'avenir de l'activité commerciale canadienne aux États-Unis aux règles de droit américaines. Le système d'appel ne pourra rien faire d'autre que d'appliquer les lois américaines, donc des lois que le gouvernement lui-même a jugées injustes pour le Canada.

Je pourrais continuer encore sur la même lancée mais je désire prendre quelques minutes pour parler de la tentative la plus aberrante qui ait été faite jusqu'à maintenant de faire passer cet accord pour ce qu'il n'est pas. Je veux parler de la tentative de présenter les dispositions qui portent sur l'industrie de l'automobile comme avantageuses pour le pays. La réalité, c'est qu'il y a trois parties de l'accord portant sur l'industrie de l'automobile qui touchent notre avenir et surtout l'avenir des collectivités comme la mienne et d'autres collectivités du pays qui dépendent de l'industrie de l'automobile.

• (1740)

Premièrement, on élimine les sanctions qui ont permis d'appliquer les sauvegardes qui ont fait du Pacte de l'automobile un instrument utile dans le commerce sectoriel entre le Canada et les États-Unis. Elles s'en vont. Elles sont éliminées. C'est fini.

Deuxièmement, on élimine la possibilité de placer les compagnies japonaises et coréennes sous les auspices du Pacte de l'automobile. Cela signifie encore une fois que nous ne pourrions jamais obtenir le contenu à 60 p. 100 canadien que nous avions espéré obtenir un jour des compagnies japonaises et coréennes. Il n'y aura aucun moyen de faire appliquer une telle loi et d'obtenir les emplois, les achats de pièces et la prospérité que le pays aurait pu retirer d'une telle politique.

Enfin, les dispositions sur la remise des droits de douane étaient un instrument qu'un pays indépendant comme le nôtre pouvait utiliser pour aider ses producteurs de pièces. Ces dispositions aussi sont éliminées en tant que possibilité pour l'avenir. Les mécanismes existants de remise des droits de douane devront être supprimés.

Dans ces efforts désespérés pour faire accepter les dispositions de l'accord concernant l'industrie de l'automobile, on a fait aussi beaucoup d'entorses à la vérité. Par exemple, le ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) a déclaré à la Chambre le 24 juin: «Nous n'avons pas l'intention de modifier le Pacte de l'automobile». Pourtant, le Pacte a été modifié de la façon que j'ai indiquée. Il suffit de voir comment les États-Unis évaluent l'accord dans les documents d'information sur le sujet. Ils disent bien clairement que les possibilités d'approvisionnement interne accru en pièces, c'est-à-dire d'approvisionnement aux États-Unis, et donc de création d'emplois aux États-Unis, s'en trouvent améliorées grâce aux changements dont j'ai parlé.